

LES CHEMINS DE LA **MÉMOIRE**

288
AUTOMNE 2024

LES ÉTRANGERS DANS LA **RÉSISTANCE FRANÇAISE**

L'ENTRETIEN
DENIS PESCHANSKI

CAHIER CENTRAL
LA 35^e BRIGADE FTP-MOI
ET LES RÉPUBLICAINS ESPAGNOLS
EN MIDI TOULOUSAIN



Sarkis Bédoukian (au premier plan) et Vassili Stamboulis combattent au sein des Francs-tireurs et partisans - Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) pendant la libération de Marseille le 21 août 1944.
© Photo Julia Pirotte / United States Holocaust Memorial Museum

« ÉTRANGERS ET NOS FRÈRES POURTANT » : COMBATTRE ET MOURIR POUR LA FRANCE

Les deux portraits en première et en quatrième de couverture de ce numéro automnal de la revue *Les Chemins de la mémoire* illustrent la diversité des origines géographiques et des parcours de ceux qui, étrangers ou récemment naturalisés, ont combattu pour une certaine idée de la France.

Les armes à la main, le combattant FTP-MOI d'origine arménienne Sarkis Bédoukian regarde l'objectif, lorsqu'il est photographié au premier jour des combats pour la libération de Marseille le 21 août 1944 par Julia Pirotte, elle-même résistante juive polonaise. Il est tué une heure plus tard.

Le cliché posé d'Ettore Toneatti est celui d'un maçon né à Clausetto en Italie qui a rejoint les Forces françaises libres à Londres. Il trouve la mort le 15 mars 1941, à 30 ans, sous l'uniforme de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère (13^e DBLE), lors de la campagne d'Erythrée contre les troupes de Mussolini. Il est fait compagnon de la Libération à titre posthume trois mois plus tard.

Ces deux portraits sont emblématiques du double visage de la Résistance, celle de la France libre et celle de la Résistance intérieure. Ils offrent une illustration imagée des articles de ce numéro des *Chemins de la mémoire* qui mettent en lumière l'importance, la diversité et l'héroïsme de l'engagement de ces femmes et ces hommes, étrangers ou d'origine étrangère, qui ont combattu pour la libération de la France et la défense de ses valeurs. Ce numéro s'inscrit donc dans le sillage de l'hommage national qui, le 21 février dernier, a fait entrer Missak Manouchian, et avec lui les résistants étrangers, au Panthéon.

Le dossier retrace l'engagement aux côtés des combattants de la France libre de nombreux volontaires étrangers. Le cahier central se concentre sur la 35^e brigade FTP-MOI du midi toulousain, qui sera dirigée, jusqu'à son arrestation, par le militant communiste juif polonais Mendel Langer, guillotiné le 23 juillet 1943.

Evence RICHARD

Directeur de la mémoire, de la culture et des archives



Carte d'identité militaire des Forces françaises de l'Intérieur de la région B, attribuée à un Italien de la 1^{re} compagnie du bataillon garibaldien, été 1944.

© Collection Maurice Bleicher



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

Ministère des Armées
et des Anciens combattants
Secrétariat général
pour l'administration
Direction de la mémoire, de la culture
et des archives
Sous-direction de la mémoire
combattante
Bureau de l'action pédagogique
et de l'information mémorielles
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75700 Paris Cedex 15
Abonnement/résiliation
dmca-cheminsdememoire.redac.fct@
intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Evence RICHARD (DMCA)

RÉDACTEURS EN CHEF

Arnaud PAPIILLON (BAPIM)

Catherine DUPUY (BAPIM)

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Sophie POIRMEUR (BAPIM)

COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Laurence TEIL (Sous-directrice)

Maurice BLEICHER (BM2C)

Alexandra DERVEAUX (BPLM)

Gilles FERRAGU (SHD)

Margot MARIE-CATHERINE (ONaCVG)

Marie-Christine NICOLAS (BPLM)

Guillaume PICHARD (BPLM)

Isabelle SOLANO (SDPC)

Bérénice VALCKENAERE (BAPIM)

Nadia WAINSTAIN (ECPAD)

RESPONSABLE DE LA VERSION NUMÉRIQUE

Paul-Emmanuel ZEVORT (BAPIM)

RESPONSABLE DE LA GESTION DES ABONNÉS

Frédéric GUÉNARD (BAPIM)

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION

Alexandra BRIAND-VÉRITÉ (SGA/COM)

MAQUETTISTE/GRAPHISTE

EGCA - Tulle

IMPRESSION ET ROUTAGE

EGCA - Tulle

2, rue Louis Druliolle

CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

N° ISSN : 1150-70 55

TIRAGE : 23000 EXEMPLAIRES

Dépôt légal : 4^e trimestre 2024

Le site Internet *Chemins de mémoire* propose des dossiers sur l'actualité mémorielle
et des articles historiques pour aller plus loin.
Retrouvez également les anciens numéros des *Chemins de la mémoire*
dans la rubrique « Histoire et mémoires ».



L'ÉVÉNEMENT Missak Manouchian, un résistant étranger au Panthéon	6/7
LE DOSSIER LES ÉTRANGERS DANS LA FRANCE LIBRE	8/13
L'ENTRETIEN Denis Peschanski	14
L'ACTEUR Le musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne	16
RELAIS Sur les traces d'un FTP-MOI : Joseph Wachpress	17
CARREFOUR (S)	18

76

C'est le nombre d'étrangers ou de Français nés étrangers, représentant 25 nationalités différentes, qui ont été faits Compagnons de la Libération. Le décret du 29 janvier 1941 prévoyait que les étrangers ayant rendu des services importants à la cause de la France libre pourraient recevoir la croix de la Libération, et seraient considérés comme membres de l'Ordre.

L'AGENDA

NOVEMBRE

11

Commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 et hommage à tous les « morts pour la France ».

DÉCEMBRE

5

Journée nationale d'hommage aux morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie.

MISSAK MANOUCHIAN, UN RÉSISTANT ÉTRANGER AU PANTHÉON

Sur la montagne Sainte-Geneviève à Paris se dresse le Panthéon, temple dédié aux grands hommes et grandes femmes de la Nation. Son administratrice, Barbara Wolffer, revient sur cet événement majeur qu'a constitué l'hommage rendu au résistant étranger Missak Manouchian, amoureux de la France et mort pour elle.

Le 21 février 2024, 80 ans après son exécution au Mont Valérien, Missak Manouchian faisait son entrée au Panthéon, accompagné de son épouse Mélinée. Ses vingt-trois camarades de résistance étaient quant à eux honorés par une inscription. La saisissante cérémonie de panthéonisation, puis l'exposition proposée au grand public, ont été l'occasion de rappeler que le Panthéon est le lieu d'une mémoire nationale vivante.

En 2023, lors des commémorations de l'Appel du 18 juin au Mont-Valérien, le Président de la République annonçait sa décision de faire entrer Missak Manouchian au Panthéon. Rescapé du génocide des Arméniens, arrivé en France en 1924, ce poète et résistant dirigeait le groupe parisien des Francs-tireurs et partisans - Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI). Une nouvelle composante de la Résistance était ainsi reconnue par la Nation, celle des étrangers et des communistes, après celles incarnées notamment par Jean Moulin, les Justes de France, Pierre Brossolette, Germaine Tillion ou encore Joséphine Baker. Il s'agissait, selon la formule d'Emmanuel Macron, de « permettre de fédérer tous les combattants engagés dans la lutte contre le nazisme ».

La cérémonie de panthéonisation du 21 février 2024, précédée d'une veillée au Mont-Valérien, s'est inscrite dans le rituel républicain des entrées au Panthéon, tout en renouvelant la forme. L'événement a ainsi, selon la tradition, été scandé par plusieurs temps forts : remontée de la rue Soufflot par les deux cercueils portés par la Légion étrangère, franchissement du seuil du monument après l'ouverture des imposantes portes en bronze, discours présidentiel et, enfin, veillée nocturne des corps par la Garde républicaine, avant la descente dans la crypte. La forme prise par la cérémonie a été dictée par la personnalité de Missak Manouchian et l'honneur rendu à l'ensemble du groupe des FTP-MOI. Introduite par des lectures donnant à entendre les noms des résistants et les mots du poète engagé qu'était Manouchian, ponctuée par les sonorités arméniennes d'un duduk et d'un violoncelle, marquée par les visages des « vingt-et-trois » projetés sur la façade du Panthéon ou encore par la voix d'Arthur Teboul chantant *L'Affiche rouge*, la cérémonie a revêtu un caractère à la fois solennel et très émouvant, rendant



Vue de l'exposition *Vivre à en mourir. Missak Manouchian et ses camarades de Résistance au Panthéon.*

© Camille Padilla / Centre des monuments nationaux



La façade du Panthéon et Missak Manouchian, Paris, 28 février 2024.

© Pascal Sonnet / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Le souvenir de ces résistants étrangers d'autant plus vif. La retransmission de l'événement, suivie par plus de 3,3 millions de téléspectateurs, mais aussi son retentissement, ont démontré l'intérêt du public pour ces grandes figures de la Résistance et témoigné de l'unité nationale autour des hommages républicains au Panthéon.

Dans le prolongement de la cérémonie, une exposition a été présentée au public du Panthéon pour mieux faire comprendre l'itinéraire de Missak Manouchian et l'engagement des FTP-MOI. Proposée du 23 février au 8 septembre 2024, l'exposition, dont l'historien Denis Peschanski était le commissaire, a pris place dans la crypte du Panthéon, à proximité du caveau où reposent Missak et Méléline Manouchian. Elle rendait compte du parcours hors norme de ces résistants, à travers des documents originaux, des reproductions d'archives et de photographies ou encore des documents audiovisuels. Trois des carnets manuscrits de Missak Manouchian étaient notamment donnés à voir pour la première fois en France, dans le cadre d'un prêt

exceptionnel du musée d'art et de littérature d'Erevan en Arménie. Le public a aussi pu découvrir des archives inédites de la préfecture de Police (schémas de filature ayant mené à l'arrestation des résistants notamment) et a pu lire ou entendre certaines des dernières lettres des condamnés, dont celle de Missak à Méléline.

Servie par une scénographie en dialogue avec l'architecture du lieu, l'exposition a permis de partager la mémoire de ces étrangers dans la Résistance avec plus de 500 000 visiteurs. Elle s'est inscrite dans la programmation déployée par le Centre des monuments nationaux au Panthéon depuis plusieurs années. Visites, actions pédagogiques, expositions, lectures, rencontres scientifiques, invitations d'artistes et bien sûr commémorations, sont autant d'occasions de mettre en lumière l'infinie richesse du lieu et des engagements des grands hommes et femmes qui y reposent. Au Panthéon, lieu de mémoire de la grandeur républicaine, résonne désormais aussi l'écho des combats des étrangers dans la Résistance. ■

 **Jean-François MURACCIOLE**
Historien, professeur d'histoire contemporaine
à l'Université Paul-Valéry de Montpellier



LES ÉTRANGERS DANS LA FRANCE LIBRE

Durant la Seconde Guerre mondiale, la résistance au nazisme est l'œuvre d'hommes et de femmes de toutes conditions sociales et de toutes nationalités. Des étrangers, fuyant leur pays pour des raisons politiques ou économiques, se sont engagés dans ce combat, souvent jusqu'à la mort.



Maquisards allemands défilant dans la ville de Nîmes libérée.

© Collection musée de la Résistance nationale (AAMRN)

La France libre offre le singulier exemple d'une tour de Babel militaire. Sur les 63 000 engagés volontaires qui ont combattu dans les rangs des Forces françaises libres (FFL), du 18 juin 1940 au 31 juillet 1943 (date de leur fusion avec l'armée d'Afrique), on dénombre environ 32 000 soldats coloniaux et 3 000 étrangers, soit 56% de l'effectif, contre 44% de citoyens français. À côté de forts contingents d'Espagnols, de Polonais ou de Belges, on trouve aussi des poignées d'Argentins, de Canadiens, de Britanniques, de Roumains, de Yougoslaves et même une dizaine de Chinois, trois Cubains et deux Équatoriens. Si les soldats coloniaux ne sont pas étudiés dans ce dossier, on essaiera de dresser le tableau de ces milliers d'étrangers

qui, au lendemain de la défaite, sur la base du volontariat et au péril de leur vie, décidèrent de servir la France.

Le nombre de ces étrangers n'est pas aisé à estimer dans la mesure où les fiches d'engagement dans les FFL ne mentionnent pas systématiquement la nationalité du volontaire. Difficulté encore renforcée par la forte proportion, parmi les étrangers, de légionnaires qui pouvaient s'engager sous un nom et une nationalité d'emprunt. Et que dire des nombreux volontaires possédant une double nationalité ou des apatrides ? Au Levant, où les FFL recrutèrent fortement, il est souvent difficile de distinguer qui se cache derrière les nationalités mentionnées sur

les fiches d'engagement : « Arméniens » (plus de 300), « Palestiniens » (comprendons, selon les termes de l'époque, des juifs de Palestine ; environ 200), « Turcs », « Libanais », « Syriens » ou « Druzzes ». Au total, plus de trente nationalités cohabitent sous l'uniforme à Croix de Lorraine. Malgré cette somme de difficultés, on peut estimer à 2800 le nombre des étrangers et à 200 celui des volontaires à la nationalité incertaine, mais dont on peut supposer qu'ils étaient étrangers au moment de l'engagement. Le nombre total d'étrangers est donc de l'ordre de 3000 individus, soit 8,5% des non-coloniaux et 4,7% de l'ensemble de l'effectif.

À leur manière, les FFL constituent ainsi une autre forme de « brigades internationales », même si les effectifs étrangers y furent nettement moindres, ainsi que montré par l'historien Rémi Skoutelski : environ 130 Britanniques dans les FFL contre 1 800 dans les brigades, 90 « Français libres » américains et canadiens contre 2 800 brigadistes, 260 Belges contre plus de 1 700, une vingtaine de Néerlandais contre 630.

LA LÉGION ÉTRANGÈRE DANS LA FRANCE LIBRE

Dans la mesure où les FFL ont par trois fois puisé dans le vivier de la Légion – à l'été 1940 avec la 13^e Demi-brigade de Légion étrangère (DBLE), puis à l'été 1941 avec le 6^e Régiment étranger d'infanterie (REI) au Levant, enfin, par de nombreuses désertions en Algérie au printemps 1943 – les origines de ces volontaires étrangers sont fortement déterminées par la nature des engagements dans la Légion étrangère à la fin de l'entre-deux-guerres. À cet égard, comme l'indique l'historien britannique Douglas Porch, plusieurs phénomènes retiennent l'attention.

Dès la déclaration de guerre, comme en 1914, mais à une échelle encore plus importante, les volontaires étrangers affluent vers les armées françaises : 64 000 demandes d'engagement en 1939, 83 000 en février 1940, soit deux fois plus qu'en 1914. Pour la seule année 1939 et pour la seule Légion étrangère, Porch comptabilise 3 050 volontaires espagnols, 800 Tchèques, 640 Italiens, 530 Polonais. En outre, les origines de ces étrangers sont très polarisées et 75% d'entre eux appartiennent à trois groupes principaux : républicains espagnols, Tchèques et Juifs d'Europe centrale, auxquels s'ajoute un contingent nettement moins important d'antifascistes allemands, autrichiens ou italiens. Ce portrait de groupe est donc très différent de celui des engagés de la Légion de 1914 où prédominaient Italiens, Russes, Alsaciens-Lorrains, Espagnols, Suisses, Grecs. Il diffère également des lignes de force de la Légion de l'entre-deux-guerres, nettement dominée par les Russes, les Allemands et les Italiens. Enfin, comme en 1914, l'attitude des autorités françaises à l'égard de ces étrangers est des plus ambiguës, oscillant entre l'encouragement à l'engagement et la méfiance, dans le contexte de xénophobie rampante de la fin des années 1930.

Au sein de la Légion, l'amalgame se passe plutôt mal. Les volontaires étrangers, dans leur grande majorité, ne souhaitent pas servir dans la Légion dont l'image à la fin des années 1930 était sulfureuse et négative. En outre, le choc des cultures est violent entre la « vieille légion », composée de soldats professionnels et apolitiques, et ces « nouveaux légionnaires » politisés et rétifs aussi bien à l'esprit légionnaire qu'à sa discipline de fer. Ainsi, les Espagnols, habitués à la discipline relâchée de l'armée républicaine, sont particulièrement hostiles au « dressage » légionnaire. Enfin, l'encadrement de la Légion ne trouve rien de mieux que de confier l'entraînement des nouveaux venus à des sous-officiers parmi lesquels



La 13^e DBLE rejoint les forces de la France libre. Défilé du général de Gaulle à Londres, le 14 juillet 1940.

© Musée de l'Ordre de la Libération

se trouvent de nombreux Allemands, engagés dans les années 1920, et qui ne vouent un amour débordant ni aux Juifs ni aux communistes.

C'est dans ce contexte qu'est formée, le 27 mars 1940, la 13^e DBLE, par l'association de deux bataillons d'un peu plus de 1 000 hommes, que le haut-commandement français envoie en Norvège « couper la route du fer » à l'Allemagne. La 13^e DBLE est commandée par un grand soldat, le lieutenant-colonel Magrin-Vernerey (le futur « Monclar »), sept fois blessé durant la Grande Guerre. La « 13 » fournit un bel exemple de l'association de la « vieille » et de la « nouvelle » Légion puisqu'à une moitié de légionnaires de métier est associé un gros quart d'Espagnols et d'importants contingents de Tchèques et de Juifs d'Europe centrale. Après la campagne de Norvège, où la 13^e DBLE combat plus qu'honorablement, le choix décisif s'opère au camp de Trentham Park, près de Stoke-on-Trent. Le 1^{er} juillet 1940, sur les 1 619 rescapés de Norvège, 989 décident de rejoindre de Gaulle et les FFL et de rester en Angleterre, alors que 630 choisissent de rentrer en France ou d'être rapatriés au Maroc. À titre de

comparaison, l'écrasante majorité des chasseurs alpins qui formaient l'autre moitié de la force expéditionnaire, sous les ordres du colonel Béthouart, choisissent le rapatriement vers le Maroc.

ESPAGNOLS, POLONAIS, BELGES, ITALIENS ET ALLEMANDS ENTRE IMMIGRATION ET ANTIFASCISME

Sans surprise, on retrouve également dans les rangs des FFL les lignes de force de l'immigration en France de l'entre-deux-guerres : forte présence de frontaliers (Espagnols, Belges, Italiens), de Polonais de la vague migratoire des années 1920 et, plus récemment, de Juifs ayant fui les persécutions d'Europe centrale. Les républicains espagnols constituent, avec les Polonais et les Belges, le principal groupe d'étrangers chez les FFL. Après la victoire franquiste, un grand nombre de républicains, jusque-là internés dans des camps du sud de la France, signent un engagement à la Légion étrangère. Leurs motivations sont diverses, de l'antifascisme militant à la volonté de fuir des camps sordides, sans compter la peur



Cérémonie avant le départ de la 13^e DBMLE pour la Norvège. 23 avril 1940.

L'amiral Jean de Laborde, commandant en chef des forces maritimes de l'Ouest (Amiral Ouest), se fait présenter les officiers par le lieutenant-colonel Magrin-Vernerey, commandant la 13^e demi-brigade de Légion étrangère.

© Marine 224-3150 - Jammaron / ECPAD / Défense



Blindé espagnol de la 2^e DB du général Leclerc acclamé par la foule rue de Rivoli, à la hauteur de la place de l'Hôtel-de-Ville. 25 août 1944.

© LAPI / Roger-Viollet.

d'être livrés à Franco. Environ 350 de ces Espagnols sont affectés à la 13^e DBLE envoyée en Norvège. Au terme de la campagne de Norvège, ils refusent farouchement de rentrer en France et, après diverses péripéties, la majorité d'entre eux décide de rallier les FFL. Au même moment, au Levant, une vingtaine d'autres Espagnols désertent du 6^e REI et gagnent la Palestine britannique ; ils sont incorporés au 1^{er} bataillon d'infanterie de marine, quand celui-ci est créé en août 1940. À ces engagements de 1940, s'ajoutent les ralliements de nouveaux légionnaires espagnols au terme des combats fratricides de Syrie de juin 1941, puis, après la libération de l'Afrique du Nord à la fin de 1942, ceux d'un nombre non négligeable de nouveaux républicains espagnols (mais aussi d'Italiens antifascistes) jusque-là internés par Vichy en Afrique française du Nord (AFN). Ne négligeons pas non plus la tentative, même avortée, de création d'un « bataillon basque ». En mai 1941, la France libre et le Conseil national basque en exil à Londres signèrent un accord en vertu duquel les soldats de l'ex-armée du gouvernement autonome de Bilbao présents sur le sol anglais, mais aussi les Basques d'Amérique pourraient s'engager dans les FFL. À cet effet, en septembre 1941, fut formé le 3^e bataillon de fusiliers marins, sous les ordres du colonel Marengo, ancien officier basque de l'armée républicaine espagnole. Le bataillon fut dissous en mars 1942, à la fois en raison du faible nombre des engagés (66 Basques) et des difficultés diplomatiques soulevées par les Britanniques, peu enclins à alimenter le séparatisme basque.

Au total, on peut estimer qu'environ 500 anciens républicains espagnols ont rejoint les FFL. Ils ont été répartis en deux principaux groupes : la plupart des « anciens » de 1940 sont demeurés à la 13^e DBLE tandis que les ralliés de 1943 ont été dirigés vers la 2^e Division blindée (DB), où ils ont été regroupés à la 9^e compagnie (la « Nueve ») du 3^e bataillon du régiment de marche du Tchad, commandé par le capitaine Raymond Dronne et dont les chars portaient le nom de batailles de la guerre d'Espagne. Ces Espagnols sont les premiers à entrer dans Paris le 24 août 1944 au soir, avec une section du 501^e Régiment de chars de combat (RCC).

Si la démarche politique prime probablement chez les républicains espagnols, les raisons de l'engagement sont plus complexes à déterminer pour les Italiens, dont le nombre est proche de 300 dans les FFL. Dans leur cas, se mêlent l'attachement à la France consécutif à l'immigration et au mariage avec des Françaises, l'antifascisme ou le rejet de la politique xénophobe de Vichy. Ces Italiens partagent avec leurs camarades français et allemands la particularité (que n'ont pas connue les Espagnols) d'avoir eu à surmonter les cas de conscience liés à la lutte contre leur propre patrie ; en Érythrée, au Fezzan en Lybie, en Tunisie, les combats des Français libres ont d'abord été tournés contre l'armée italienne. Certains de ces Italiens, comme le sergent Augusto Bruschi, de la 13^e DBLE, mort à Keren le 15 mars 1941, sont tombés sous les obus italiens.



Le lieutenant Gustavo Camerini (1907 - 2001)
dit Clarence, ici en Érythrée en 1941.

© Tallandier / Bridgeman Images

Gustavo Camerini est une des grandes figures de l'anti-fascisme français libre. Né en 1907 à Alexandrie dans une riche famille de banquiers milanais installés en Égypte, il est avocat et officier de réserve de l'armée italienne. Son antifascisme le pousse à souscrire un engagement dans la Légion étrangère en 1939. De retour de Norvège, il rallie les FFL où il sert toute la guerre à la 13^e DBLE, sous le nom de « Clarence », au grade de capitaine. Figure pittoresque de la France libre, sorte de « Gatsby italo-égyptien », il obtient de séjourner, entre deux campagnes, dans sa belle villa du Caire où il donne de fastueuses réceptions. Mais le mondain n'étouffe pas le guerrier ; une grave blessure par les Italiens à Massaouah (8 avril 1941), un comportement héroïque à Bir Hakeim, puis en Tunisie et encore en Italie (deux nouvelles blessures, cette fois face aux Allemands) lui valent la Croix de la Libération (il est l'un des deux Italiens avec Ettore Toneatti à avoir obtenu

cette distinction). Après la guerre, il poursuit une brillante carrière d'avocat auprès de la Cour d'appel de Milan et de la Cour de cassation italienne.

Les Allemands et les Autrichiens furent à peine moins nombreux que les Italiens dans les rangs des FFL (environ 250). Leur situation était pourtant très différente. Environ 1 500 Allemands avaient souscrit des engagements à la Légion durant l'entre-deux-guerres. Après la défaite de la France, leur position à la Légion devient intenable. Un grand nombre d'entre eux, humiliés de servir dans une armée vaincue, ne cachent pas leur intention de retourner dans leur pays. Le gouvernement allemand multiplie les pressions de toutes sortes sur Vichy pour récupérer « ses » légionnaires. L'article 19 de la Convention d'armistice impose à Vichy de fournir à la Commission allemande d'application la liste des soldats de l'armée de l'armistice, ce qui lézarde le « sanctuaire » qu'offre traditionnellement la Légion à ses hommes. Malgré la résistance de Weygand, haut-commissaire en Afrique du Nord, qui envoie les plus exposés en Indochine, Vichy cède peu à peu et, le 31 mars 1942, le gouvernement ordonne que tous les légionnaires allemands rencontrent un délégué militaire allemand pour trancher leur destin. La plupart choisissent de regagner la mère patrie et nombre d'entre eux rejoignent le 361^e *Infanterie Regiment* (avril 1942), lui-même intégré à la 90^e *Leichte Division* de l'*Afrika Korps*. L'engagement de cette division contre le camp de Bir Hakeim en juin 1942 conduisit ainsi à d'impitoyables combats fratricides entre légionnaires de la « 13 » et ex-légionnaires allemands.

Il n'est pas facile de percer les raisons du ralliement aux FFL des Allemands et des Autrichiens : antinazisme ? esprit de corps de la Légion ? amour de la France ? peur des représailles en Allemagne ? contingences matérielles ou personnelles ? À cet égard, il est significatif d'observer que le ralliement le plus important des FFL germanophones se produit au terme de la campagne de Syrie, c'est-à-dire dans des circonstances qui leur offrent la possibilité d'être rapatriés vers l'AFN. Avec beaucoup de prudence, on peut donc supposer que priment chez eux des sentiments d'ordre politique.

DESTINS CROISÉS

On n'en finirait pas d'égrener les destins, parfois tragiques, de ces étrangers au service de la France. La figure de Dimitri Amilakvari (naturalisé français en mars 1940), héritier d'une famille princière de Géorgie qui a fui la révolution bolchévique, saint-cyrien et héros légendaire de la Légion, mort en octobre 1942 à El-Alamein, est bien connue. Stanislas Malec-Natlacen est un combattant d'un

genre certes différent, mais tout aussi hors du commun. Né en Slovénie en 1913 dans l'empire des Habsbourg, il s'installe en France et est ordonné prêtre en 1938. Dans le même temps, ce colosse de près de deux mètres s'engage dans la Légion étrangère comme aumônier et rallie les FFL en juillet 1940 après la campagne de Norvège. Il sert toute la guerre comme aumônier-capitaine de la 13^e DBLE et il est, à ce titre, plusieurs fois blessé, en particulier à Pontecorvo en mai 1944. Compagnon de la Libération, il travaille d'abord au Haut-Comité pour les réfugiés de l'ONU après la guerre, puis il part diriger un laboratoire de recherche en agronomie en Australie.

Destinée singulière également que celle de Victor Mirkin. Né en 1909 en Russie dans une riche famille de la bourgeoisie juive de Saint-Petersbourg, il fuit la Révolution avec ses parents qui s'installent en France. Diplômé de la faculté de droit de Paris, avocat aux barreaux de Paris et Londres, polyglotte, il réside en Palestine à la veille de la guerre, où il administre les kibboutz que finance le baron de Rothschild pour le compte de l'Organisation sioniste mondiale. Naturalisé français, il est mobilisé comme officier de réserve en 1939 et la défaite le surprend au Levant. Aussitôt, il déserte avec quelques compagnons et gagne la Palestine, où il s'engage dans les FFL. Il sert comme capitaine au bataillon du Pacifique, s'illustre à Bir Hakeim et meurt au combat, le 22 novembre 1944, à Gros-magny, dans les Vosges. Pour totalement atypique qu'il soit, le parcours de John Hasey témoigne également de l'extrême diversité des « Français »

libres. Ce jeune étudiant américain (né en 1916), fils d'un combattant engagé volontaire de la Grande Guerre, était venu s'installer à Paris à la fin des années 1930 pour y parfaire son français. Employé chez Cartier, il abandonne brusquement l'univers du luxe parisien et s'engage en décembre 1939 dans un corps sanitaire américain qui part porter secours à la Finlande. Gravement blessé par les Soviétiques, il est rapatrié dans son pays pour y être soigné, mais il revient en France au printemps 1940, où il a juste le temps de sauter dans un bateau pour gagner l'Angleterre via l'Espagne. En août 1940, il s'engage à la 13^e DBLE où il est d'abord affecté au service de santé avant

de rejoindre une unité combattante. Le 20 juin 1941, il est très grièvement blessé en Syrie, la mâchoire arrachée. Au terme d'une nouvelle convalescence, il est affecté à des postes moins exposés, instructeur au bataillon des Antilles, puis officier-interprète à l'état-major de Koenig à Londres en 1944. Après la guerre, cet inlassable baroudeur poursuit sa carrière à la *Central Intelligence Agency* (CIA), dirige une dizaine de bureaux de l'Agence à l'étranger et finit à la tête de l'une des sous-directions de Langley. Il est l'un des quatre Américains « Compagnons de la Libération ».

Les trois autres sont le général Eisenhower, le lieutenant James Worden du service de santé de la 1^{re} Division française libre (DFL) et l'adjudant franco-américain Jacques Tartière, jeune premier de Hollywood mort en Syrie en juin 1941.

Destin singulier encore que celui de Jacob Kramer. Né à Magdebourg en 1902, ce juif allemand s'engage en 1920 comme simple soldat dans la Légion étrangère sous le nom de « Renard » et il gravit peu à peu les échelons. Lieutenant en 1939, il participe à la campagne de Norvège et rallie les FFL en juillet 1940. Affecté à la 13^e DBLE, puis aux transmissions de la 1^{re} DFL, il est grièvement blessé à Bir Hakeim et doit être amputé d'une jambe. Il reprend néanmoins son poste dans



Victor Mirkin.
© Collection familiale



Le capitaine aumônier Malec-Natlacen.
© Musée de l'Ordre de la Libération



Le lieutenant-colonel Amilakvari lors de la remise de sa croix de la Libération, El Tag (Égypte), 10 août 1942.
© Musée de l'Ordre de la Libération



John Hasey.
© Musée de l'Ordre de la Libération

les transmissions, puis comme chef des services spéciaux en Corse. Après la guerre, Kramer-Renard poursuit une carrière militaire et prend sa retraite de colonel en 1958. Hermann Eckstein et Jacob Kramer sont les deux seuls Allemands à avoir été faits « Compagnons de la Libération ».

Les Forces françaises libres présentent le visage d'une tour de Babel militaire fondée sur le volontariat, dont il y a peu d'exemples au XX^e siècle à l'exception des Brigades internationales. Association d'un morceau de Coloniale, d'un bout de Légion, d'une cohorte d'antifascistes et d'immigrés européens, de contingents issus du *melting-pot* levantin et d'aventuriers venus du bout du monde, elles préfigurent, jusque dans leurs proportions, en comptant les soldats colonisés, ce que sera l'armée « française » d'Indochine. ■



DENIS PESCHANSKI

Historien français spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, directeur de recherche émérite au CNRS, président du conseil scientifique et d'orientation de la mission Libération, Denis Peschanski a publié de nombreux travaux sur le régime de Vichy, la propagande d'État et la Résistance en France. Il s'intéresse de près aux questions mémorielles : il interroge la mémoire vivante, celle qui se construit au présent, et travaille à donner toute la visibilité sur les faits du passé, notamment la construction de notre récit collectif relatif à l'engagement d'étrangers dans la Résistance.

S'ils ne sont pas majoritaires, les étrangers sont toutefois nombreux dans les rangs de la Résistance. Les Français ont-ils, en 1944, conscience de leur présence au sein de « l'armée des ombres » ?

Il faut déjà, en effet, éviter les mythes : oui les étrangers sont sur-représentés dans la Résistance, mais, d'une part, les étrangers ne pèsent pas plus de 6% de la population métropolitaine et, d'autre part, ceux qui sont résistants restent une minorité parmi eux. Pour autant la population a bien vu leur rôle dans la libération de villes comme Nice, Marseille, Villeurbanne ou Toulouse, dans les maquis du sud-ouest. Très vite, nombre de cadres ont rejoint les pays du nouveau bloc soviétique, pour les communistes bien entendu. Enfin, bien sûr, on ne négligera pas – ce qui est plus connu – la volonté des responsables politiques français de montrer que les Français, justement, ont joué un rôle central dans la libération du territoire, justifiant une place de choix dans le camp des vainqueurs. La reconstruction de la France passait, de même, par une forme de réaffirmation d'une identité nationale qui avait sombré à la fin des années 1930. C'est en 1955 qu'Aragon écrivit le poème inspiré de la dernière lettre d'un autre poète, Manouchian, « Groupe Manouchian » fut le premier titre, et en 1959 qu'un autre, Léo Ferré, le mit en musique dans l'éternelle chanson « l'Affiche rouge ». Donc, dans le même temps où ces étrangers étaient en partie marginalisés, Manouchian et ses camarades entraient dans la mémoire collective grâce à leur action, d'abord, et à la rencontre posthume avec ces deux poètes.

En février 2024, l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian, accompagné de son épouse, a symbolisé la reconnaissance, par la nation, de l'engagement de combattants étrangers pour la libération de la France. Tous les étrangers fusillés pour faits de résistance durant la Seconde Guerre mondiale sont-ils pour autant, aujourd'hui, reconnus comme « Morts pour la France » ?

Les années 2023-2024 ont connu une véritable révolution mémorielle : Manouchian, premier résistant étranger, mais aussi premier résistant communiste à être panthéonisé le 21 février 2024 ; cérémonie du 18 juin 2023, marquée par le chemin mémoriel du Président de la République au Mont-Valérien, premier à descendre à la clairière des fusillés un 18 juin en plus de la cérémonie de l'esplanade, marquant en cela, explicitement, une forme de convergence mémorielle ; mais aussi annonce de la reconnaissance « Morts pour la France » pour les 92 étrangers fusillés au Mont-Valérien. Ce fut un effet « collatéral », et pourtant essentiel, du

processus de panthéonisation. En 2022, je découvrais en effet ce que nombre de militants de la mémoire savaient depuis des décennies, à savoir qu'étrangers et Français n'étaient pas traités sur un pied d'égalité : au Mont-Valérien, fusillé comme otage ou après procès, tout Français était dit « Mort pour la France » (MPF) quand, alors, c'était le cas d'un étranger sur deux ! 1 000 fusillés dont 185 étrangers – une sur-représentation déjà notable – mais 92 absents de la liste des MPF ! Le Président a donc réparé cette grave anomalie liée à l'origine de la loi qui, en pleine Première Guerre mondiale, en 1915, quand des armées régulières de nationaux (ou reconnus tels comme les légionnaires) étaient engagées, la mention MPF prévoyait comme condition... d'être de nationalité française. Après 1945, l'administration a répondu au coup par coup. Anomalie réparée pour le Mont-Valérien en 2023, mais examen à opérer sur tous les lieux d'exécution en France, comme souhaité par l'Élysée.

1944-2024. Comment expliquer cette longue occultation et cette tardive prise en compte, par les autorités, de l'engagement de combattants étrangers au sein de la Résistance ?

Pour la mention « Mort pour la France », on a vu que c'était lié à une loi adaptée à la Première Guerre mondiale. Pour la panthéonisation, on peut y voir deux origines. La première est d'ordre politique. Tous les résistants étrangers n'étaient pas communistes, mais ils étaient très nombreux à l'être, surtout parmi les très spectaculaires combattants de la lutte armée. Le fait qu'il n'y ait pas eu de résistant communiste panthéonisé, français ou étranger, avant Manouchian est donc un premier élément de réponse, alors même que les communistes ont joué un rôle important dans la Résistance. Sans doute, François Hollande aurait pu ajouter Manouchian à la liste des quatre résistants panthéonisés en 2015. Les archives devraient nous renseigner sur le poids des autorités militaires, et tel ou tel autre segment de l'appareil d'État, dans le retard mis à honorer aussi bien un communiste qu'un étranger.

Denis Peschanski est coauteur avec Claire Mouradian et Astrig Atamian de « Manouchian » (éditions Textuel, 2023) ; coauteur du documentaire « Missak Manouchian et ceux de l'Affiche rouge » réalisé par Hugues Nancy pour France Télévisions (2024) ; conseiller historique de la bande dessinée de Didier Daeninckx et Mako sur « La vie héroïque de Manouchian » (éditions Les Arènes, 2024) et auteur du livret d'accompagnement sur « Les étrangers dans la Résistance ». ■



Défilé des guérilleros espagnols à Dax lors de la Libération.

© Archives CPRD



LES ÉTRANGERS

DANS LES COLLECTIONS DU MUSÉE DE LA RÉSISTANCE NATIONALE

Créé en 1985 par d'anciens résistants, le musée de la Résistance nationale est situé à Champigny-sur-Marne, à l'est de Paris, sur les bords de la Marne. Ce « musée de France » abrite une des collections les plus riches sur la Résistance française.



L'entrée du musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

© Collection musée de la Résistance nationale. Photo Thomas Cabrion

Depuis ses origines, l'histoire du musée de la Résistance nationale est intimement liée au thème de la participation des étrangers à la Résistance en France. À ses débuts, l'association pour la création d'un musée de la Résistance, fondée en 1965, recrute principalement dans un cercle proche des anciens Francs-tireurs et partisans (FTP) et parmi les combattants de la Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI). Le noyau de la collection se constitue grâce à leurs donations. Le musée conserve ainsi les archives rassemblées par David Diamant, journaliste et mémorialiste des résistants de la MOI. La collecte d'archives et de documentation lui permet de concevoir, dès 1947, la première grande exposition consacrée aux FTP-MOI, *Les juifs dans la Résistance*.

Depuis, la collection s'est considérablement enrichie de nouveaux fonds témoignant de l'action des résistants

étrangers dans de multiples réseaux et mouvements. Ces résistants viennent d'horizons divers : Italiens antifascistes, Juifs fuyant les persécutions en Europe, Espagnols antifranquistes, etc. Ils participent à toutes les formes de résistance : la presse clandestine (on trouve au musée une trentaine de titres de journaux en langue étrangère), le renseignement, les activités de faussaire et de sauvetage (comme Oscar Rosowsky au Chambon-sur-Lignon) ou encore le sabotage et la lutte armée (fonds Joseph Epstein). Le musée conserve également les archives de deux groupes d'antifascistes allemands et autrichiens exilés en France : le Travail (anti-)Allemand et le Comité Allemagne libre pour l'Ouest.

L'action des étrangers dans la Résistance se révèle aussi au travers des archives de la répression comme les fichiers de police des commissariats d'Ivry-Vitry comprenant des fiches de recherches de résistants étrangers. Acte ultime de la répression, les dernières lettres de résistants fusillés sont les pièces les plus emblématiques conservées au musée. Celles émanant de résistants étrangers révèlent leur attachement à la France et à ses valeurs universelles.

Au sein des armées alliées, on retrouve des étrangers d'environ 75 pays participant à la Libération. La collection du musée est riche de clichés pris lors des défilés de cette période : guérilleros espagnols du Sud-Ouest, antifascistes allemands en Corrèze et dans le Gard, combattants FTP-MOI arméniens de la compagnie Marat à Marseille, sujets de l'empire colonial français ou encore étrangers

ayant rejoint la France libre. Dès l'automne 1944, le Comité d'action et de défense des immigrés (fonds Justin Godart), tente de faire valoir les droits de résistants étrangers. Cette action se poursuit plus tard, en lien avec les liquidateurs des mouvements et organisations de résistance (fonds de liquidation), pour l'obtention de cartes de combattant volontaire de la Résistance et de pensions. On note toutefois que la plupart des résistants étrangers ne revendiquent pas leur appartenance à une communauté nationale dans l'immédiat après-guerre. Il est donc souvent difficile de les identifier dans nos fonds autrement que par un patronyme aux consonances étrangères, souvent dissimulé derrière une fausse identité ou un pseudonyme.

Les expositions réalisées par le musée de la Résistance nationale rendent compte de cette histoire. En 1985, le musée ouvre ses portes avec l'exposition temporaire *Les antifascistes allemands dans la Résistance*. En 1998, l'exposition *Les étrangers dans la Résistance*, commandée par la présidence de l'Assemblée nationale, est un succès. Installée en 1999 dans le hall de la gare Auber du RER, elle touche 250 000 visiteurs et incite des associations à faire don de leurs archives au musée (anciens FTP-MOI du bataillon Carmagnole-Liberté, 35^e brigade Marcel Langer à Toulouse).

Avec l'entrée de Missak Manouchian au Panthéon en février 2024, notre musée s'est une nouvelle fois inscrit dans cette mémoire en valorisant les archives FTP-MOI de la région parisienne sous un angle inédit avec l'exposition itinérante *Missak Manouchian : art, histoire, mémoire*. ■



SUR LES TRACES D'UN FTP-MOI : **JOSEPH WACHSPRESS**

Il était juif, résistant et communiste. Joseph Wachspress, alias commandant Robert, a participé à la lutte contre l'occupant à travers de nombreuses actions, aussi dangereuses qu'héroïques. Guidés par leur professeure, des lycéens et des lycéennes ont exploré toutes les pistes afin de partager sa mémoire. Récit du projet.

L'année où la Nation a rendu hommage aux FTP-MOI par le biais des figures de Missak et Mélinée Manouchian et de leur groupe, une classe de terminale du lycée Simone de Beauvoir de Gragnague, près de Toulouse, s'est penchée sur le parcours d'un membre de la 35^e brigade, qui fut déporté à Auschwitz. Ce projet a débuté grâce aux archives envoyées par l'association « convoi 77 ». À la croisée du programme d'histoire et d'enseignement moral et civique, les élèves ont autant cherché à retracer son histoire qu'à conserver sa mémoire en reconstituant son parcours de résistant et de déporté, de la Pologne à la France, via la Palestine, d'étranger, de juif et de communiste dans un pays occupé par les nazis.

Pour comprendre la vie de cet immigré polonais qui s'engagea dès la première heure dans les rangs des FTP-MOI, aux côtés de Marcel Langer, à Toulouse à la fin de l'année 1942, les élèves ont mené des recherches en se divisant en petits groupes afin de mieux se concentrer sur une partie différente de sa vie. À partir d'une documentation extraite des dossiers d'homologation constitués par Joseph Wachspress pour être reconnu comme déporté-résistant ou recevoir la médaille de la Résistance, les informations ont été recoupées en prenant contact à distance avec des archivistes. La tâche était immense car il aurait fallu suivre sa piste en Pologne, en Angleterre (pour les archives de

la Palestine mandataire), dans différents centres d'archives de la région Occitanie ou à Paris, voire en Allemagne. Grâce à une rencontre avec l'ancienne directrice des Archives nationales, Isabelle Neuschwander, les élèves ont pu être aiguillés vers de nouvelles pistes, et la visite du musée de la Résistance et de la Déportation à Toulouse a permis de mieux comprendre la complexité des mouvements de résistance dans la région. Le comité français de Yad Vashem a également répondu à leurs appels et transmis des informations qui n'apparaissaient nulle part jusqu'à présent.

Au plus près des archives, les élèves se sont emparés des « outils » des historiens et des historiennes, alors qu'ils se confrontaient aux silences de l'Histoire, quand un héros reste dans l'ombre, peu prolixe par ailleurs, survivant des camps, mais absent au moment de la Libération. Ils ont pu également constater que des actions qui lui étaient attribuées ne reposaient pas toujours sur des sources sûres et vérifiées.

Cette classe, et en particulier les cinq élèves qui ont participé au Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) et ont reçu un prix académique, ont su dépasser la sécheresse des informations admi-



Dossier de déporté résistant de J. Wachspress.

© Service historique de la Défense (Caen)

Photo d'identité de J. Wachspress (date inconnue).

© Archives départementales
de la Haute-Garonne

nistratives en contextualisant son parcours qui se fond dans l'histoire mouvementée de la 35^e brigade.

Ils espèrent ainsi que cette histoire, jusqu'ici occultée, suscitera de nouvelles recherches sur ce membre fondateur de la 35^e brigade, pour que sa trace ne s'estompe plus avec le temps. ■

Sa notice biographique est désormais consultable sur le site de « convoi77 ».


POUR ALLER
PLUS LOIN



OUVRAGES



L'HISTOIRE DE L’AFFICHE

Placardée dans les villes et villages de France à l'hiver 1944, cette affiche présentait sur un fond rouge sang les noms et les visages de dix résistants étrangers, stigmatisant ainsi leur supposée responsabilité de délinquants et de terroristes. Dix résistants parmi les vingt-trois camarades solidaires qui composent ce qu'on appellera plus tard le « groupe Manouchian ». Devenue tragiquement célèbre, comment fut vraiment reçue l’Affiche rouge en 1944 ? Si chacun connaît le poème d’Aragon mis en musique et chanté par Léo Ferré, cette image iconique n’avait pas encore d’histoire écrite. Au-delà de la légende ou même du mythe, Annette Wiewiorka, historienne et spécialiste de la Shoah, s’est attachée, à travers ce court essai, à établir les faits relatifs à cet outil de la propagande nazie, d’abord antisémite. Un hommage et un éclairage essentiel.

WIEVIORKA Annette, Anatomie de l’Affiche rouge, Éditions du Seuil, collection Libellé, 60 pages, 2024, 4,90 €.



DES VISAGES DE L’HEROÏSME

Cette patrie n’était pas la leur, mais, entre 1940 et 1945, des dizaines de milliers d’étrangers ont pris part à la lutte contre le nazisme et à la libération du territoire national. Pour plusieurs raisons, cette participation d’hommes et de femmes d’origines diverses, inscrits dans le mouvement de résistance et dans les combats armés aux côtés des Français, est restée dans l’ignorance. Enrichissant le texte de son étude, Denis Peschanski a rétabli la mémoire de ces résistants étrangers. À travers les différentes thématiques du récit historique, cet ouvrage de référence dévoile de beaux cahiers photographiques, des biographies et certains documents souvent inédits lors de sa publication.

Mus par la vision partagée d’une France des droits de l’homme qui les avait accueillis, vous reconnaîtrez ces résistants étrangers, dont l’intervention a été déterminante dans la victoire finale des démocraties. En bonus, un DVD sur la traque des membres du groupe Manouchian est inséré dans l’ouvrage.



PESCHANSKI Denis, Des étrangers dans la Résistance, Atelier, 111 pages, 2013, 23 €.

L’UNIVERS RÉSISTANT

Quels objets ont réellement fait partie du quotidien des acteurs du combat clandestin ? Au fil des chapitres thématiques de cet ouvrage, vous êtes invités à une immersion au plus près de la vie des résistants. Frantz Malassis, qui est historien spécialiste de la Résistance française et chef du département « Documentation et publications » de la Fondation de la Résistance, dresse ainsi le portrait d’une cinquantaine d’objets emblématiques : quelles sont leurs origines, comment ont-ils été créés, comment fonctionnaient-ils et étaient-ils utilisés ? Le poste émetteur-récepteur, la bicyclette, la traction-avant Citroën, le pistolet-mitrailleur Sten... mais aussi, et plus étonnants, le lance-tracts à retardement ou le Welbike, autant d’objets que vous découvrirez à travers les photographies et grâce aux témoignages de résistants. Ce livre montre aussi comment ces objets ont durablement marqué la mémoire collective des Français grâce au cinéma, à la littérature et aux souvenirs des acteurs.

MALASSIS Frantz, Histoire d’objets de la Résistance, Histoire & Collections, 112 pages, 2024, 22 €.



UN PROJET ÉDITORIAL POSTHUME



Après « La Libération de l’Ariège » paru en 2019, « La Résistance en Ariège » est le deuxième ouvrage posthume de Claude Delpla (1934-2017), enseignant d’histoire au lycée Gabriel Fauré de Foix. Réunis grâce à un travail éditorial important élaboré avec sa fille, ces textes sont complémentaires et s’appuient sur la documentation conséquente de l’historien, déposée par sa famille aux Archives de l’Ariège après son décès. Ce deuxième volume présente une analyse des différents aspects de cette Résistance, au sein de laquelle œuvrent des étrangers, en particulier le rôle des guérilleros espagnols et celui moins connu des Allemands antinazis. Claude Delpla exhume des sources inédites, interroge les témoins, confronte les archives, critique les mythes. Vous découvrirez ainsi les organisations et actions à l’échelle d’une école, d’un lycée, d’un réseau ou d’une municipalité. À travers une série de portraits, il redonne un visage aux grands noms de la Résistance, et à ceux qui ont laissé moins de traces.

DELPLA Claude, La Résistance en Ariège. Résistants français, guérilleros espagnols et Allemands antinazis, Le Pas d’oiseau, 478 pages, 2023, 25 €.



CES ÉTRANGERS DE LA MOI

Mais qui étaient ces étrangers de la MOI ? Quatre épisodes pour comprendre l'histoire d'une organisation militante et partisane, mais surtout le quotidien d'hommes et de femmes qui s'ancrent dans la société française. Cette série s'attache à faire revivre quelques-unes de leurs histoires et du pays d'origine qu'ils ont dû quitter. Il y a tous ceux qu'on n'a jamais interrogés, et ceux bien moins nombreux dont on peut encore entendre les voix archivées. Pour n'en citer que quelques-uns, Dora Schaul, allemande, Irma Mico et Cristina Boico, roumaines, Julia Pirotte et Paulette Sarcey, polonaise et française d'origine polonaise, Arsène Tchakarian, Henri Karayan et Hripsime Vézirian, arméniens...

CHARTRON Marie, MOI, la main-d'œuvre immigrée en lutte, série documentaire de 4 épisodes réalisée par Franck LILIN, France Culture, La série documentaire, 2024.

EXPOSITIONS



UNE EXPLORATION APPROFONDIE

Le Service historique de la défense valorise des documents précieux issus de ses fonds et collections à travers son site d'expositions virtuelles. C'est le cas de cette exposition, qui met en

lumière le rôle essentiel joué par les exilés dans la préparation de la libération de la France et la reconstruction politique et militaire de la République, largement organisées en dehors des frontières françaises. Le parcours s'articule autour de plusieurs thématiques : « La nationalité française, un enjeu de guerre » examine la situation de la France face aux exils, mettant en lumière les défis rencontrés par les Français à l'étranger. La seconde partie « Clandestinité et planification : préparer la Libération » plonge le visiteur dans le monde de la clandestinité et de la planification. La dernière section « Les armes à la main pour libérer la France » présente quelques exemples de combats de la Libération, avec des récits poignants sur la violence et la répression lors des mois de juin et juillet 1944, les sabotages, parachutages et embuscades de juillet et août 1944, ainsi que l'évolution des formes de combat vers la fin de l'été 1944.

1944, les exilés dans la Résistance, la Résistance depuis l'exil, exposition conçue par le Service historique de la défense, visible sur le site :



LE COMBAT DES ÉTRANGERS

En écho à l'entrée au Panthéon de Missak et Mélinée Manouchian en février 2024, le mémorial de la Shoah propose l'exposition « Des étrangers dans la Résistance ». Qu'ils soient réfugiés politiques ou immigrants économiques, ces hommes et ces femmes, dont de nombreux Juifs, ont combattu en France métropolitaine mais aussi dans les colonies et à l'étranger et ont joué un rôle crucial dans la Résistance contre l'occupant et le régime de Vichy. L'exposition centre son propos sur les FTP-MOI parisiens tout en l'élargissant aux diverses modalités de l'engagement résistant des étrangers. De diverses mouvances politiques, au sein de la résistance intérieure comme de la France libre, c'est autour de la France des droits de l'homme et de la France des Lumières que se sont combinées ces identités plurielles.

Des étrangers dans la Résistance exposition au mémorial de la Shoah (Paris 4^e), entrée gratuite jusqu'au 5 janvier 2025. Visites guidées les 28 novembre et 19 décembre 2024.



RÉSISTER GRÂCE AU THÉÂTRE

Les archives personnelles de deux républicains espagnols réfugiés en France en 1939 – Julián Antonio Ramírez et Adelita del Campo – montrent comment le théâtre a pu servir de masque et de vecteur pour les activités clandestines de ceux qui affrontaient le fascisme au niveau européen. Les articles de spécialistes réunis dans cette revue en 2022 précisent le cadre et l'enjeu de l'activité déployée par ces exilés au sein de la troupe itinérante de théâtre qu'ils animaient dans la 100^e Compagnie de travailleurs étrangers et dans le 662^e Groupement de travailleurs étrangers. En écho à ce

dossier, un article étudie comment les dramaturges espagnols contemporains évoquent l'expérience des républicains exilés internés en France puis déportés dans les camps nazis. Ce numéro comporte aussi des reproductions de six dessins de Josep Bartolí.

Martínez-Maler Odette et Saule Sandrine (coords.), « Théâtre et résistance des républicains espagnols exilés. Entre ombre et lumière, en France 1939-1945 », Exils et migrations ibériques aux XX^e et XXI^e siècles, n° 13-14, Riveneuve, 2022, 28 €.





Ettore Toneatti, alias Hector Girard, Compagnon de la Libération
à titre posthume par décret du 23 juin 1941.
© Service historique de la Défense, Vincennes